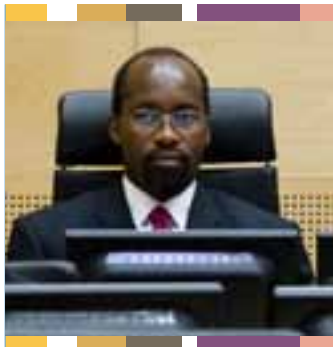




31 janvier 2011 #63 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga, Mathieu Ngudjolo Chui et Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Nouveau suspect détenu par la CPI : Callixte Mbarushimana est arrivé au quartier pénitentiaire de la Cour

Callixte Mbarushimana, prétendu ressortissant rwandais âgé de 47 ans, a été remis et transféré le 25 janvier 2011, à la Cour pénale internationale (CPI) par les autorités françaises suite à un mandat d'arrêt délivré par la Chambre préliminaire I de la CPI le 28 septembre 2010, et à son arrestation le 11 octobre 2010. Il est arrivé au quartier pénitentiaire de la Cour à La Haye (Pays-Bas) à 15h15 (heure locale).

Le Greffier de la CPI, Mme Silvana Arbia, a exprimé les remerciements de la Cour aux autorités françaises pour leur pleine coopération dans l'exécution du mandat d'arrêt. Elle a également remercié les autorités néerlandaises pour leur assistance aux fins du transport du suspect au quartier pénitentiaire de la CPI.

Une audience de première comparution aura lieu prochainement devant la Chambre préliminaire I. Au cours de cette audience publique, la Chambre vérifiera que le suspect a été informé des crimes qui lui sont imputés et des droits que lui reconnaît le Statut de Rome. Elle déterminera également la date de l'audience de confirmation des charges.

Faits allégués

Comme l'indique le mandat d'arrêt, Callixte Mbarushimana serait pénalement responsable au sens de l'article 25-3-d du Statut de Rome de :

- Cinq chefs de crimes contre l'humanité : meurtres, tortures, viols, actes inhumains et persécutions ;
- Six chefs de crimes de guerre : attaques contre la population civile, destructions de biens, meurtres, tortures, viols et traitements inhumains.

Ces crimes auraient été commis dans le contexte d'un conflit armé qui s'est déroulé en République démocratique du Congo, dans les provinces du Kivu présentant un caractère international entre le 20 janvier et le 25 février 2009, opposant les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda — Forces combattantes Abacunguzi, (FDLR-FCA ou FDLR), aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et aux Forces rwandaises de défense (FRD), et ne présentant pas un caractère international entre le 2 mars et le 31 décembre 2009, opposant les FDLR aux FARDC,

parfois associées à la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Une série d'attaques à la fois généralisées et systématiques auraient été menée par des troupes des FDLR entre janvier et septembre 2009 contre la population civile du Nord-Kivu et du Sud-Kivu,

M. Mbarushimana serait depuis juillet 2007 le Secrétaire exécutif des FDLR. La Chambre préliminaire I a considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que les dirigeants des FDLR avaient décidé de lancer une offensive contre la population civile des Kivus afin d'obtenir, à terme, des concessions politiques, et qu'à cette fin, une campagne internationale a été mise en place, dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan commun, afin d'obtenir que l'on concède un pouvoir politique aux FDLR. La Chambre a également considéré qu'il y a des motifs raisonnables de croire que Callixte Mbarushimana, en sa qualité de Secrétaire exécutif du Comité directeur des FDLR, a contribué intentionnellement et en personne au plan commun, organisant et dirigeant la campagne internationale susmentionnée par un recours régulier à des médias locaux et internationaux.

Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a saisi la Cour de la situation sur son territoire en avril 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en juin 2004. Outre l'affaire à l'encontre de Callixte Mbarushimana, trois autres affaires sont actuellement en cours : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* et *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*.

Déclaration du Procureur de la Cour pénale internationale sur le transfèrement de Callixte Mbarushimana à La Haye

Déclaration du Procureur Luis Moreno-Ocampo après le transfèrement de Callixte Mbarushimana à La Haye

Callixte Mbarushimana était l'un des principaux dirigeants du groupe armé rwandais FDLR, dernier mouvement créé regroupant les auteurs du génocide rwandais perpétré en 1994, dont les activités en RDC sont à l'origine des guerres du Congo.

Des années durant, il a résidé à Paris (France), participant à distance au plan criminel du groupe, tandis que des troupes des FDLR continuaient à semer la terreur dans l'est de la RDC, commettant des meurtres, des tortures et des viols à grande échelle.

Aujourd'hui, il doit rendre des comptes devant la justice pour son rôle présumé dans ces crimes.

Les filles et les femmes ont payé le plus lourd tribut à la vague de violences sexuelles odieuses qui a meurtri les provinces du Kivu pendant près d'une génération. S'il est trop tard pour nombre d'entre elles, les poursuites engagées contre des dirigeants des FDLR offrent la possibilité de démobiliser ce groupe armé. Elles contribueront à rendre justice aux victimes, favoriser le retour de la paix dans la région et redonner espoir à la population.

L'été dernier, depuis ses quartiers à Paris, Callixte Mbarushimana a continué de contester les rapports de l'ONU qui dénonçaient l'implication des FDLR dans les nombreux viols commis avec brutalité, cette fois-ci contre des centaines de femmes sur le territoire de Walikale, en contredisant publiquement le Secrétaire général de l'Organisation. Nous n'allons pas abandonner les centaines de victimes qui ont atrocement souffert de ces attaques. Nous enquêtons à propos des viols commis à Walikale et nous envisageons la possibilité de les ajouter aux accusations portées contre M. Mbarushimana.

Nous enquêtons également à propos des dirigeants des FDLR qui mènent les opérations sur le terrain.

Nous ne relâchons pas notre vigilance vis-à-vis de la République démocratique du Congo. Bosco Ntaganda est toujours en fuite et ses soldats continuent de tuer, de violer et de semer la terreur sur leur passage dans les provinces du Kivu. L'arrestation de Ntaganda est notre prochain objectif.

Il faut bien comprendre que le viol ne saurait désormais être utilisé comme arme de guerre. Depuis la création de la Cour pénale internationale, les dirigeants et les commandants qui planifient ou orchestrent des crimes à grande échelle contre la population civile ne doivent plus échapper à la justice.

Source : Bureau du Procureur

L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* s'ouvrira le 4 juillet 2011

Le 28 janvier 2011, la Chambre préliminaire I de la Cour pénale internationale (CPI) a fixé la date d'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana* au 4 juillet 2011.

Cette décision a été annoncée au cours de la première comparution de Callixte Mbarushimana. Lors de cette audience, en présence de l'Accusation et de la Défense, représentée par Me Nicholas Kaufman, la Chambre préliminaire I a vérifié l'identité de Callixte Mbarushimana et s'est assurée qu'il a été informé des crimes qui lui sont reprochés et des droits que lui reconnaît le Statut de Rome.

Une audience de confirmation des charges sert à déterminer s'il y a des motifs substantiels de croire que le suspect a commis ces crimes. Si la Chambre préliminaire décide de confirmer les charges, elle renverra l'affaire devant une Chambre de première instance, laquelle sera chargée de conduire la phase suivante de la procédure, à savoir le procès lui-même.

Pour les informations et mises à jour sur cette affaire, cliquer [ici](#).



Callixte Mbarushimana © ICC-CPI/Reuters/Jerry Lampen

Décisions adoptées entre le 24 et le 28 janvier 2011

Situation en République démocratique du Congo

Order on the Reclassification of Documents

Rendue par la Chambre d'appel le 26 janvier 2011

Affaire Mbarushimana

Decision on the Prosecution application for protective measures for four documents and on the subsequent unsealing and reclassification of certain documents in the record of the case

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 25 janvier 2010

Order scheduling the first appearance of Mr Callixte Mbarushimana

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 25 janvier 2010

Decision on the Defence Request for Disclosure

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 janvier 2010

Decision on the Defence Challenge to the Validity of the Arrest Warrant

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 28 janvier 2011

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 24 et le 28 janvier 2011

Affaire Bemba

Decision on the prosecution and defence applications for leave to appeal the "Decision on the admission into evidence of materials contained in the prosecution's list of evidence"

Rendue par la Chambre de première instance III, le 26 janvier 2011

Public redacted decision on the lifting of redactions in witness statements

Rendue par la Chambre de première instance III, le 26 janvier 2011

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

Le Président de l'Assemblée termine sa visite à Addis-Abeba



S.E. M. Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties et S.E. M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine © ICC-CPI

Le Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, S.E. Monsieur l'ambassadeur Christian Wenaweser, a terminé sa visite de trois jours à Addis-Abeba le 26 janvier. Cette visite est une de ses initiatives pour renforcer le dialogue et faciliter les échanges de vues avec la Commission de l'Union africaine, les États africains et autres États Parties au Statut de Rome, ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba. Lors de sa visite, le Président a assisté à des réunions utiles avec différents interlocuteurs, au niveau bilatéral et en groupe, notamment avec le Président de la Commission de l'Union africaine, S.E. Monsieur Jean Ping, le Sous-secrétaire général, le Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, S.E. Zachary Muburi-Muita, et le Chef de la Délégation européenne auprès de l'Union africaine, Monsieur l'ambassadeur Koen Vervaeke. Il s'est également réuni avec plusieurs représentants d'États Parties africains et européens basés à Addis-Abeba.

Le Président Wenaweser et ses interlocuteurs ont notamment examiné l'évolution de la situation dans certains pays africains, comme en Côte d'Ivoire et au Kenya, où le rôle de Cour est considéré comme étant indispensable pour mettre fin à l'impunité et contribuer au renforcement d'une paix durable. Le Président a estimé que la communauté internationale doit impérativement continuer à œuvrer de concert pour mettre un terme à l'impunité et promouvoir la paix, le développement et la protection des droits de l'homme dans le monde, et que la CPI et la coopération des États Parties avec celle-ci jouent un rôle primordial à cet égard.

S'agissant des autres questions relatives à la CPI, le Président a informé certains de ses interlocuteurs au sujet des derniers développements à la Cour, y compris de l'ouverture du procès de Monsieur Jean Pierre Bemba et de la poursuite du procès de Monsieur Thomas Lubanga Dialo, qui doit s'achever pendant le premier semestre de 2011. Il a également évoqué l'arrivée récente de Monsieur Callixte Mbarushimana à La Haye, qui est soupçonné d'avoir commis des crimes en République démocratique du Congo.

Le Président a également informé ses interlocuteurs de la procédure à suivre pour l'élection du prochain Procureur, qui doit entrer en fonction en juin 2012, et de la mise en place par le Bureau de l'Assemblée d'un Comité de recherche. Celui-ci sera chargé de mener d'importantes consultations sur les candidats qualifiés pour ce poste afin de faciliter la décision de l'Assemblée lors de sa dixième session en décembre 2011.

Source : Assemblée des États Parties

Le Président de l'Assemblée des États Parties se rend au Kenya

S.E. Monsieur Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, s'est rendu au Kenya du 27 au 28 janvier 2011 pour assister à des consultations sur des questions relatives à la CPI.

Lors de sa visite de deux jours, le Président Wenaweser a rencontré S.E. Monsieur Mwai Kibaki, Président du Kenya, certains membres du Comité du Cabinet sur la CPI, notamment H. Amos Wako, Procureur général, H. Mutula Kilonzo, Ministre de la Justice et Monsieur James Orengo, Ministre des Terres, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires et Membres du Parlement. Monsieur Wenaweser a également rencontré des membres du corps diplomatique, différents groupes de la société civile et la Commission Nationale du Kenya sur les Droits de l'Homme.

Lors de ses consultations, le Président Wenaweser a rappelé le rôle important que joue le Kenya dans le cadre de la CPI, depuis la Conférence



S.E. Monsieur Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties et S.E. Monsieur Mwai Kibaki, Président du Kenya © ICC-CPI

de Rome jusqu'à la Conférence de révision de Kampala, et que des ressortissants Kenyans occupent des postes clés comme la Vice-présidence de l'Assemblée (jusqu'en août 2010) et un poste de juge. Il s'est également félicité de la coopération que le gouvernement kenyan a apportée à la Cour lors de ses activités dans ce pays et de la coopération continue de son gouvernement, manifestée lors de la récente visite d'une équipe technique de la CPI à Nairobi.

À l'égard de l'intention exprimée du gouvernement d'initier, sur la base de sa nouvelle Constitution, une procédure nationale pour enquêter sur des crimes graves soupçonnés d'avoir été commis et poursuivre ceux-ci, notamment dans le cadre de violences postélectorales, le Président Wenaweser a mis en relief le principe de complémentarité, en vertu duquel ce sont en premier lieu les États qui ont la responsabilité et la compétence nécessaires pour garantir l'absence d'impunité pour les crimes les plus graves du droit international, et que la CPI ne joue qu'un rôle complémentaire dans les cas où la procédure nationale n'est pas efficace.

Il a donc encouragé le Gouvernement à présenter ses projets pour initier une procédure nationale crédible et effective à la Chambre préliminaire de la CPI, qui a été instaurée pour s'occuper de la situation au Kenya, afin de montrer qu'elle continue à coopérer avec la Cour.

À propos des rumeurs d'initiatives diplomatiques visant à suspendre la procédure judiciaire de la Cour par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, le Président Wenaweser s'est dit préoccupé qu'une telle demande puisse être implicitement interprétée comme une déclaration selon laquelle la situation au Kenya est une menace à la paix et la sécurité internationales, et que l'affaire soit renvoyée devant un organe politique au lieu d'être soumise à l'examen des juges de la Cour.

Le gouvernement du Kenya a réitéré son engagement envers le Statut de Rome et son adhésion à celle-ci. Concernant le principe de complémentarité, le gouvernement a souligné qu'il avance le plus rapidement possible dans la mise en œuvre des réformes policières et judiciaires conformément à la nouvelle Constitution et qu'ainsi, le pouvoir judiciaire kényan pourrait initier des procédures nationales dans le cadre du Statut de Rome.

Source : Assemblée des États Parties

Calendrier

JANVIER 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
31						
FÉVRIER 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2	3 Visite du ministre italien des Affaires étrangères à la CPI	4	5	6
7	8	9	10	11 Cérémonie célébrant l'admission de la Moldova en tant que nouvel Etat partie	12	13
14 Le Président Song donne une conférence au UN Regional Course in International Law à Addis- Abeba (Ethiopie)	15	16	17	18	19	20

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.